

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service des Impôts des Entreprises de Nice Centre
Collines
Centre des finances publiques Nice Cadéi
22 rue Joseph Cadéi
06172 NICE CEDEX 2

BDF : -----

POUR NOUS JOINDRE :

Réception :

Réception exclusivement sur rendez-vous à partir de
votre espace professionnel

Le conciliateur fiscal :

BP 1172 06003 NICE CEDEX 1

Mé : conciliateurfiscal06@dgfip.finances.gouv.fr

Centre des finances publiques Nice Cadéi
22 rue Joseph Cadéi
06172 NICE CEDEX 2

16 RUE ALBERTI
06000 NICE

Nice, le 08/06/2020

Poste comptable : **SIE NICE CENTRE COLLINES**

Lieu d'imposition :

Impôt ou taxe :

N° de l'affaire :

Date de réclamation : 22/05/2020

OBJET : Procédure contentieuse : Rejet de votre réclamation

Monsieur,

Vous m'avez adressé une réclamation concernant l'imposition désignée plus haut. Votre dossier a fait l'objet d'un examen attentif. Toutefois, votre demande a été refusée pour les raisons exposées ci-après.

Motifs de la décision

En vertu de l'article 1447 du Code Général des Impôts " La cotisation foncière des entreprises est due chaque année par les personnes physiques ou morales , les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée."

L'activité de Loueur Meublé Non Professionnel est considérée comme une activité commerciale, exercée à titre habituelle et le fait que M. () soit non résident n'y change rien.
est donc bien redevable de la CFE.

L'appartement du () établissement principal dont
bien imposé à la base minimum de cotisation foncière.

ne se réserve pas la jouissance est

De ce fait, vos réclamations pour cette adresse font l'objet d'un rejet.


Contrôleur des Finances publiques

Si la demande est rejetée pour défaut de justificatifs : Je vous invite à m'adresser une nouvelle réclamation, accompagnée des documents demandés, avant de déposer tout autre recours.

Modalités de recours


À compter du jour de réception de cette lettre, vous avez **deux mois** pour contester cette décision devant le juge. Pour cela, il vous suffit d'envoyer une demande sur papier libre, datée et signée, au tribunal administratif de Nice (service du greffe), dans laquelle vous exposerez les raisons de votre désaccord.

N'oubliez pas de joindre à votre requête dûment datée et signée, trois copies de celle-ci ainsi que la copie en quatre exemplaires de l'intégralité de la présente décision et de toutes pièces que vous jugerez utiles d'adresser au tribunal.

Si vous choisissez de vous faire représenter par un avocat, ce dernier doit procéder à la saisine de la juridiction par voie dématérialisée via le site Télérecours (www.telerecours.juradm.fr).

Vous pouvez également vous adresser au conciliateur fiscal, dont les coordonnées figurent en page précédente, pour lui faire part de toute difficulté survenue dans le traitement de votre demande. Cette démarche n'interrompt pas le délai de deux mois dont vous disposez pour saisir le juge. Toutefois, j'attire votre attention sur le fait que le conciliateur fiscal s'efforce de répondre dans un délai de 30 jours.

Je me tiens à votre disposition pour toute question sur ce courrier et vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

 Pour le directeur et par délégation,

Contrôleur des ~~finances~~ publiques